



Christian Aboké-Ndza recevant l'échantillon du matériel

Le ministère de la Fonction publique a été doté, le 13 juillet, du matériel informatique destiné à la modernisation de son administration dans le cadre du Projet des réformes intégrées du secteur public. Selon le coordonnateur dudit

projet, Ferdinand Doukaga Kwanda, le but de cette dotation est de renforcer les capacités techniques et opérationnelles des agents et cadres du ministère précité. « En plus de cette opération, nous attendons de rece-

voir un puissant logiciel permettant dans un seul fichier la gestion du personnel de la Fonction publique, leurs salaires et les pensions », a-t-il annoncé.

Page 7

AGENTS DE L'ETAT

La Fonction publique informatise le fichier de son personnel

INNOVATION TECHNOLOGIQUE

Une couveuse automatique d'œufs



L'inventeur et la communauté scientifique lors de la présentation de la couveuse automatique

Un jeune inventeur congolais, Gilmar Mboungou (29 ans), électrotechnicien et entrepreneur, vient de mettre sur pied une couveuse automatique d'œufs visant à contribuer au développement de l'aviculture au Congo.

Selon le concepteur, la machine peut couvrir les œufs de toutes les espèces d'oiseaux (pintade, dinde, canard, poule...) avec toutes les conditions de développement foetal d'une température variant entre 37,7°C et 38°C.

Page 7

SANTÉ

La maternité de Gamboma réhabilitée et équipée

Afin de réduire le taux de mortalité de la mère et de l'enfant, le Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap) a procédé à la réhabilitation et à l'équipement de la maternité de l'hôpital de Gamboma. La ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Irène Mboukou-Kimbatsa, a ouvert le 14 juillet les portes du bloc d'accouchement en présence du représentant de l'agence onusienne Mohamed Lemine Salem Ould Moujtaba. Le Fnuap a également offert des équipements médico-techniques, notamment des lits d'accouchement et d'hospitalisation, des boîtes gynécologiques complètes, des lits de travail, des équipements de protection individuels, des kits de dignité, et des produits de santé.

Page 5



La ministre des Affaires sociales visitant la maternité réhabilitée

AFRIQUE DU SUD

L'UA appelle au calme



Dans un communiqué, l'Union africaine (UA) a condamné avec la plus grande fermeté, le 13 juillet, la flambée de violences survenues au lendemain de l'arrestation de Jacob Zuma, condamné pour outrage à la justice.

Le bilan des violences, qui se sont intensifiées ces derniers jours, s'élevait à 72 morts, selon la police sud-africaine, pour un nombre total de personnes arrêtées de 1 234, en dépit de l'appel au calme lancé par les autorités et le déploiement de quelque 2 500 soldats.

Éditorial

Ecouter le Congo

Page 2

REPRISE ÉCONOMIQUE

Le taux de croissance du Congo estimé à -1% cette année

La croissance du Produit intérieur brut devrait se tasser de -1% en 2021, soit une nette amélioration par rapport à l'an dernier (-6%). La reprise progressive de la croissance en République du Congo est portée par le secteur hors pétrole, d'après la Banque des Etats de l'Afrique centrale.

Page 4

ÉDITORIAL

Écouter le Congo

L'économie, c'est donc aussi un peu, et peut-être même fréquemment beaucoup de diplomatie. On le mesure à la profondeur du propos de l'administrateur du Fonds monétaire international (FMI), Aivo Andrianarivelo, dont une récente mission à Brazzaville, à la tête d'une délégation de son institution, a duré du 3 au 8 juillet. Après avoir rencontré une demi-dizaine de membres du gouvernement, ce dernier a été reçu, tour à tour, par le Premier ministre et par le président de la République, à la veille de son départ.

Dire à un pays frappé de plein fouet par une crise multiforme, qui attend un peu d'argent frais de la part d'un prêteur attiré que ce qu'il s'est passé au long de la semaine susmentionnée n'était qu'une visite d'étape, une prise de contact pour savoir si ce pays est disposé à coopérer, s'il s'y prépare en conséquence, peut donner lieu à diverses interprétations. Les plus sceptiques, railleurs professionnels par-dessus tout en ont rajouté arguant que les choses ne s'amélioreront jamais pour le Congo ; les plus optimistes, entraînés par un enthousiasme bienveillant jurent sur tous les dieux que le bout du tunnel est pour bientôt.

Tout est-il que le haut fonctionnaire du FMI a quasiment mis les points sur les i. A ceux qui, du fait des retards enregistrés dans le déblocage en faveur du Congo des tirages dont il a le droit dans le cadre des accords avec le Fonds avançaient que l'institution financière de Bretton Woods a rompu tout lien avec le Congo, Aivo Andrianarivelo a prouvé que non. Si aucune mission n'était plus venue à Brazzaville depuis un moment, les raisons, a-t-il déclaré, sont à rechercher dans la crise sanitaire de Covid-19. Elle a foiré de nombreux rendez-vous importants du fait entre autres de son impact négatif sur l'activité des compagnies aériennes.

De l'autre côté, l'émissaire du FMI a prêché la rigueur. Le Congo s'est-il convaincu a beaucoup d'ambitions ; il est pertinent en matière de projets de développement. Il s'agit maintenant d'agencer le tout dans une démarche de transparence à travers laquelle les chiffres ne laissent pas transparaître le doute. Depuis quelques années, en toute souveraineté, les pouvoirs publics congolais ont mis en place des instances censées accompagner la dynamique de bonne gouvernance dont le pays a besoin pour se redresser. Le FMI est attaché à la concrétisation de ces vœux.

Les Dépêches de Brazzaville

INTERVIEW

Eugénie Opou : « Notre objectif est de réunir les Franco-congolais autour d'un idéal »

Attachée aux valeurs du vivre ensemble, Eugénie Opou vient de créer une association dénommée "Réseau des Français de l'étranger pour l'environnement et le développement durable", avec pour mission de rassembler les Franco-congolais vivant au pays et les Congolais de l'étranger. Dans cette interview, elle expose la vision de l'association et les raisons de sa création.



LDB : Peut-on savoir ce que vise votre association ?

Eugénie Opou (E.O) : Notre association a pour objectif de réunir les Franco-congolais afin qu'ils se connaissent, échantent des idées et réfléchissent ensemble sur des problématiques d'intérêt commun, car nombreux d'entre eux rentrent au pays avec divers projets. Il s'agit aussi de sensibiliser les binationaux et les Français de l'étranger à la cause de l'environnement. Le réseau vise également à renforcer la solidarité internationale et à créer des opportunités de rencontres et de visites. C'est aussi et surtout un cadre de réflexion pour résoudre un certain nombre de problèmes auxquels les Congolais sont confrontés.

LDB: Les Franco-congolais sont disséminés à travers

le pays, quelle stratégie allez-vous mettre en place pour les répertorier ?

E.O : Cette structure a été créée par une équipe restreinte mais à ce jour nous totalisons déjà près de soixante-dix binationaux. A la vérité, Brazzaville et Pointe-Noire peuvent totaliser, à elles seules, plus de deux mille Franco-congolais. Il est donc important que nous nous connaissions à travers cette association.

LDB: Entretenez-vous de bons rapports avec les Congolais de l'étranger ?

E.O : Bien évidemment. Nous venons à peine de créer un forum à travers lequel nous échangeons régulièrement avec eux, notamment ceux qui résident en France. Nous les sensibiliserons très bientôt à la création du réseau afin que le jour où ils ren-

treront au pays, qu'ils collaborent avec ceux qui y sont déjà. Nous avons beaucoup de projets à développer qu'il faille bien que nous soyons en réseau pour constituer une force. Dans un futur proche, nous mettrons en place des commissions à travers lesquelles nous réfléchirons sur des actions à mener.

LDB : A quand la sortie officielle de votre association ?

E.O : Je réunirai les membres du bureau exécutif et les présidents des commissions au mois d'octobre pour décider de la sortie de notre réseau. Pour ce faire, j'appelle les Congolais de l'étranger en général et les Franco-congolais en particulier, à se joindre à nous afin que nous cheminons ensemble.

Propos recueillis par Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

BASSIN DU CONGO

2 millions d'euros pour améliorer la gestion des infrastructures de navigation

Le ministre congolais des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Jean-Marc Thystère Tchicaya, a lancé officiellement le 13 juillet le démarrage des activités du projet « Appui à la réglementation, la facilitation, la sécurisation et la durabilité du transport fluvial dans l'espace de la Commission internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha (Cicos) ».

La rencontre, qui va durer deux jours, permettra aux experts venus de l'Angola, du Cameroun, de la Centrafrique, de la RDC, du Gabon et du Congo pays hôte, d'échanger sur des solutions concrètes aux domaines clés du transport fluvial en s'appuyant sur le triptyque : sécuriser-faciliter et régler.

Organisé par la Cicos, cet atelier qui entre dans le cadre du « Programme d'Appui à la gouvernance des infrastructures régionales et nationales en Afrique centrale est la concrétisation du programme signé entre la CEMAC, la CEEAC et l'Union européenne, dans le cadre du programme indicatif régional 11^e FED.

L'objectif est de contribuer à l'amélioration des infrastructures de transport fluvial de l'espace Cicos pour en faire un corridor de désenclavement et d'intégration de la sous-région Afrique centrale.

« Il est notoirement connu que le sous-secteur du transport fluvial dans le bassin du Congo fait face à de multiples défis se rapportant aussi bien à la sécurité de la



Le ministre et le secrétaire général de la Cicos posant avec les collaborateurs/Adiac

navigation qu'à la facilitation et la réglementation », a indiqué Jean-Marc Thystère Tchicaya dans son allocution d'ouverture, soulignant que les multiples études réalisées par la Cicos font état d'un certain nombre de ces défis. Il s'agit, entre autres, a-t-il poursuivi, de la vétusté et de l'insuffisance des infrastructures et équipements portuaires ; la présence de nombreuses bar-

rières physiques et non physiques (bancs de sable, troncs d'arbres, rochers, épaves des unités fluviales, pratiques anormales) ; l'exploitation des unités sans respect des normes de sécurité et de l'environnement ; la faiblesse dans la valorisation des règlements communs élaborés par la Cicos ; et enfin, la pollution des voies d'eau et des plateformes portuaires.

Intervenant à son tour, le secrétaire général de la Cicos, Mme Enaw née Judith Efundem Agbor, a insisté sur l'intérêt de cette session et rappelé aux experts présents à ces assises qu'« il est attendu de dessiner ensemble les contours de la mise œuvre du projet dans l'espace et dans le temps qui permettront une meilleure appropriation des objectifs de ce projet d'une

part, et une consolidation optimale de l'approche participative dans sa mise en œuvre, d'autre part ».

A propos de cette action, dotée de 2 millions d'euros, pour améliorer la sécurité et l'intégration régionale, le représentant de l'UE, Paul Wasumbuka M'Fuki, a signifié qu'il s'agira particulièrement de rendre opérationnel l'Observatoire des barrières non physiques créé sur le précédent projet et compléter le Système commun de radiocommunication, de mettre en application effective dans les Etats membres les règlements communs de la Cicos en matière de transport par voies d'eau intérieures, de doter la région de règlements communs relatifs à la gestion des déchets issus des unités fluviales et des plateformes portuaires, de mettre en place des guichets uniques pilotes au niveau de trois ports en République démocratique du Congo, en République centrafricaine et en Angola, et également, de construire des baleinières pilotes à même d'assurer la sécurité de leurs utilisateurs.

Guillaume Ondze

ACCÈS AUX FINANCEMENTS

Établir la confiance entre les PME et les banques

L'accès au crédit bancaire reste un grand défi pour les Petites et moyennes entreprises (PME) congolaises, dans un contexte de crise liée à la pandémie. Le secteur privé local se plaint de la rareté des offres de financement censées émaner des établissements de crédit.

La question de la recherche de financement et la gouvernance d'entreprise a été au cœur d'un échange Backbone's meet up, une rencontre thématique initiée par l'agence événementielle Backbone. La rencontre des responsables, cadres d'entreprise et jeunes étudiants, selon Kadidja Barry, la manager de Backbone, vise à créer des liens d'affaires entre les professionnels de divers secteurs productifs, afin de promouvoir la culture d'entreprise et la formation des jeunes cadres.

De tels échanges sur le développement des affaires par le réseautage, le financement et la bonne gouvernance d'entreprise sont à encourager, estime Kadidja Barry. « Cela va permettre l'émulation du secteur économique dans nos pays africains, et c'est bien l'un des objectifs principaux de cette initiative », a-t-elle ajouté.

Cadre du syndicat patronal et directeur de publication du magazine Congo économie, Jean Jacques Samba connaît les prin-

cipaux défis du secteur privé national. La question de financement des entreprises se pose à plusieurs niveaux, explique l'intervenant, car il y a la situation de l'entreprise à sa création, des flux financiers existants, des fonds d'investissement et de fonctionnement qui sont indispensables

à la survie de l'entreprise. Si l'intervenant souligne le fait que le système financier local n'offre pas assez de produits aux PME congolaises, il admet pour autant l'inefficacité des gérants des entreprises. « Le banquier est regardant sur le secteur d'activité, son état actuel et les perspectives.

Il a aussi une bonne connaissance de l'ensemble des activités de l'économie nationale. Il s'intéresse à la forme juridique de l'entreprise, parce que derrière il y a la question de la garantie », argumente Jean-Jacques Samba. Le financier Sidney Sossoni Odou partage le même avis sur le

manque des informations financières crédibles et la gouvernance des entreprises. Les offres de crédit bancaire existent, laisse croire le professionnel de la banque, sauf que les dossiers fournis les chefs d'entreprise ne sont pas solides pour prétendre bénéficier à un financement. « Le banquier dispose des outils pour évaluer la pertinence d'une demande de crédit », affirme-t-il.

Selon les établissements de crédit, au moins 95% des états financiers que comportent les demandes de financements sont des faux, ce qui illustre l'absence de transparence et de crédibilité de la part des hommes d'affaires congolais. « Nombreux dossiers litigieux sont dus à ces écarts constatés dans les informations financières fournies par les demandeurs des crédits. Lorsqu'il y a ce genre d'écarts, la confiance entre l'entreprise et le banquier prend un coup », conclut Sidney Sossoni Odou.

Fiacre Kombo



Les participants aux Backbone's meet up DR

REPRISE ÉCONOMIQUE

Le taux de croissance du Congo estimé à -1% cette année

La croissance du Produit intérieur brut (PIB) devrait se tasser de -1% en 2021, soit une nette amélioration par rapport à l'an dernier (-6%). La reprise progressive de la croissance en République du Congo est portée par le secteur hors pétrole, d'après la Banque centrale.

Le Comité national économique et financier (CNEF), réuni à Brazzaville le 14 juillet, s'est réjoui de la dynamique du secteur non pétrolier. En perspective, il mise sur la relance de la production pétrolière dont les prix du baril s'établissent entre 60 et 70 dollars. Le gouvernement vient d'entamer des négociations avec les pétroliers en vue de s'assurer de cette reprise.

Même si les prévisions sont optimistes pour le secteur pétrolier, le gouvernement congolais maintient son engagement pour la diversification économique, grâce à des investissements attendus dans des secteurs à fort impact socio-économique comme l'agriculture, a assuré le ministre de l'Économie, du Plan, de la statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

L'exécutif mise également sur la reprise des discussions avec le Fonds monétaire international (FMI). « L'économie congolaise se porte mieux qu'en 2020(...) Nous sommes dans une dynamique de réforme. Le premier programme avec le FMI qui s'est achevé nous a amené à faire des réformes et nous allons les poursuivre dans le cadre de la gouvernance du secteur public », a affirmé le ministre de l'Économie.

Préalablement aux discussions avec le FMI, le gouvernement congolais devrait faire le diagnostic de l'économie, définir une feuille de route et poser les perspectives que nous savons positives. « C'est à l'issue du diagnostic que nous allons entrer en discussions avec le FMI. Mais le gros des réformes avait été pris en compte lors du premier programme approuvé le 11 juillet 2019 », a estimé Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

Le succès des réformes économiques dépendra, en partie, de la politique sanitaire et vaccinale menée par le gouvernement pour stopper la progression de la pandémie de Covid-19, a ajouté le ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public, Roger Rigobert Andely, qui a appelé les Congolais à aller se faire vacciner.

Fiacre Kombo

HYDROCARBURES

Les experts planchent sur les prix fiscaux au deuxième trimestre 2021

Les experts d'industries pétrolières basées au Congo et ceux du ministère des hydrocarbures, examinent, du 14 au 15 juillet à Brazzaville, les tendances du marché et les prix fiscaux pour le deuxième trimestre 2021.

« La pandémie de Covid-19 est toujours en cours. Elle a un impact sur les économies mondiales. Nous avons besoin de sources d'énergies modernes... De nouvelles énergies afin de satisfaire une demande sans cesse en augmentation et de soutenir la croissance économique pour minimiser les impacts des changements climatiques », a indiqué Ralph Eccleston, directeur général de la société Chevron au Congo. La ville de Pointe-Noire avait accueilli du 14 au 15 avril 2021, la première réunion de fixation des prix des hydrocarbures. Au premier trimestre 2021, la moyenne des prix fixés des hydrocarbures était de 61 dollars par baril, pour un différentiel moyen de 0,1 dollar par baril. Durant la même période, le pays

avait donc franchi le premier trimestre 2021 avec une tendance haussière des cours de pétrole, malgré les fluctuations dues à l'évolution mondiale de la pandémie de Covid-19.

Le cours du baril de pétrole a progressé depuis le début de l'année 2021. Il est passé de 50 à environ 65 dollars fin mars avec un pic proche de 70 dollars, soit une augmentation de près de 35 % selon l'analyse du marché. Les statistiques officielles précisent que la production industrielle a progressé de près de 35 % en janvier-février 2021 par rapport à la même période de l'année dernière.

« Au mois de juin 2021, il y a eu une cotation de 71.78 dollars le baril soit une hausse 4,44% par rapport à la moyenne 68.66 dollars le baril à mi-juillet 2021 »,

a indiqué le ministre des Hydrocarbures, Bruno-Jean Richard Itoua. S'appuyant sur les données de l'OPEP+, le ministre des Hydrocarbures espère l'amélioration des prix des cours de pétrole. Il souhaite un partenariat « gagnant-gagnant et l'amélioration du cadre juridique et fiscal ».

Les fluctuations du prix de pétrole à court terme, ainsi que sa tendance d'évolution à moyen-long terme contiennent de revêtir une importance particulière. Au Congo comme dans les autres pays du monde, la détermination du prix du pétrole repose en partie sur des mécanismes de marché ainsi que l'interaction d'acteurs offreurs et demandeurs suffisamment nombreux pour que prévale un mode concurrentiel contrôlé de fixation du prix.

Fortuné Ibara

APPEL A CANDIDATURES POUR LE POSTE DE POINT FOCAL COVID C19RM

Le comité de coordination nationale des projets financés par le Fonds Mondial

de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme « CCN » recrute un POINT FOCAL COVID C19RM.

Titre du poste : POINT focal COVID C19RM.

Lieu d'affectation : Brazzaville.

Durée du contrat : 1 an renouvelable assorti d'une période d'essai de 3 mois.

Mission : Coordonner la participation de la société civile et des mécanismes nationaux de la riposte au COVID-19 pour la rédaction du projet C19RM et veiller au suivi de la mise en œuvre du financement C19RM. Responsabilités et tâches principales :

Sous l'autorité du Bureau du CCM, le point focal COVID C19RM a

pour tâches :

A. Pour la rédaction du projet COVID C19RM

• Coordonner la rédaction du projet COVID C19RM

• Maintenir une collaboration étroite avec le secrétariat exécutif, le comité exécutif de l'ICN et les coordinateurs nationaux de la riposte au COVID-19

• Étudier les documents de candidature et d'orientation

• Communiquer les documents de candidature et d'orientation pertinents, incluant les nouvelles activités qui requièrent un suivi stratégique de l'ICN à l'ensemble des parties prenantes.

• Maintenir une communication étroite et constante avec les membres et les structures de l'ICN, l'équipe de pays, les partenaires techniques et les organismes nationaux chargés de la lutte contre le COVID-19. Cette coordination nécessite d'impliquer les parties concernées à partir de l'approbation de la requête de financement ainsi que pendant la phase de mise en œuvre).

• Accompagner le processus de négociation et de signature de la convention avec le Fonds mondial.

B. Pour le suivi du projet COVID C19RM**Directives et Planification**

• Veiller à ce que les détails des activités et des budgets prévus fassent en permanence l'objet d'un accord avec le pôle ICN et l'équipe de pays.

• Veiller à ce que les interventions envisagées pour contenir et lutter contre la pandémie soient mises en œuvre de façon concertée entre l'organisme nationale chargée de coordonner la riposte au COVID-19 et la

société civile

• Conseiller les bénéficiaires principaux en matière de stratégie

• Veiller au respect des politiques et des procédures du Fonds mondial sur la COVID 19;

Communication, coordination avec les mécanismes nationaux de coordination pour le COVID 19

le point chaque par mois sur l'avancement des activités avec les systèmes de surveillance communautaire et les instances nationales de coordination de la riposte au COVID-19 puis transmettre les résultats au secrétariat exécutif et aux membres du Comité de suivi stratégique.

Engagement/participation

• Vérifier deux fois par mois avec les mécanismes de coordination nationaux de la riposte au COVID-19 l'état d'avancement de la pandémie dans le pays, et les effets sur les personnes défavorisées comme les personnes âgées, les personnes handicapées ou les personnes potentiellement exposées à des violences fondées sur le genre (VFG).

• Se coordonner avec le secrétariat exécutif de l'ICN pour s'assurer que les ressources de l'ICN destinées à faciliter une concertation inclusive (en particulier la participation des communautés) sont disponibles et peuvent être utilisées au cours de la mise en œuvre des activités.

Suivi stratégique

• Collectionner régulièrement des données issues des communautés et du système sanitaire national

• Vérifier régulièrement avec les RP qu'ils disposent de sous-récepteurs et sous-récepteurs issus de la société civile

• Organiser des réunions régulières de suivi en face à face et virtuellement.

• Veiller à ce que tous les documents contractuels, y compris les rapports des RP, soient remis dans les délais, en respectant les directives, méthodes et échéances communiquées par le Fonds mondial.

• Assurer une analyse régulière des rapports sur le projet C19RM à travers des outils comme les tableaux de bord et systèmes de surveillance communautaire

• Rencontrer régulièrement les PR et SR pour échanger sur les progrès

• Superviser l'utilisation efficace des ressources maté-

rielles, financières et humaines

• Apporter un appui à la préparation et à la tenue des réunions trimestrielles du comité de suivi stratégique, en veillant à ce que toutes les informations présentant un intérêt soient synthétisées et organisées de manière à favoriser la réussite des discussions.

• Inclure dans l'agenda des assemblées générales la mise à jour sur les activités de riposte au COVID-19. Les populations touchées et les mécanismes nationaux de riposte au COVID-19 doivent y participer.

• Conduire des visites de terrain en collaboration avec le comité de suivi stratégique de l'ICN

• Assurer le suivi des recommandations liées à la mise en œuvre du projet C19RM

Profil du candidat**Diplôme et expérience**

• BAC + 4 en sciences sociales, santé publique ou développement

• Connaissance du secteur de la santé et des plateformes communautaires et programmes des partenaires de développement dans le pays

• Connaissance du secteur communautaire (prenant en compte, outre les cibles habituelles du FM, les personnes âgées, les personnes handicapées ou les personnes potentiellement exposées à des violences fondées sur le genre (VFG)),

• Connaissance du processus d'élaboration des demandes de financement présentées au Fonds mondial et du dispositif de riposte au COVID-19 (C19RM)

• Expérience d'au moins deux ans dans la planification de projets au sein d'équipes de projets ou à un niveau plus élevé (État, national)

• Connaissance générale des interventions visant à contenir et à lutter contre la pandémie de COVID-19

• Expérience de travail dans un environnement de gouvernance faisant intervenir diverses parties prenantes

• Expérience souhaitée dans la préparation de précédentes demandes de financement destinées au Fonds mondial

Compétences

• Maîtrise de la collecte et de la triangulation des données, et capacité à analyser des informations provenant de différentes sources

• Capacité à synthétiser des informations portant sur des questions financières, sur les programmes et sur

la gestion

• Maîtrise de Microsoft Office, en particulier Microsoft Excel et Microsoft Project

• Aptitude à travailler efficacement avec les membres du personnel et les organisations partenaires

• Sens aigu de la communication et capacité avérée à communiquer et à coopérer avec des hauts fonctionnaires de l'État (p. ex. les responsables de programmes de santé nationaux), des organisations de la société civile, des institutions des Nations Unies et des acteurs du secteur privé

• Très bonnes aptitudes en rédaction, présentation, animation, coordination et communication

• Aptitude à gérer plusieurs tâches simultanément, à établir des priorités et à travailler en autonomie aussi bien qu'en équipe

• Maîtrise de l'anglais et de la langue nationale du pays (si celle-ci n'est pas l'anglais)

• Être âgé de moins de 60 Ans

Composition du dossier de candidature :

Les dossiers de candidature comprendront les pièces suivantes :

• Une lettre de motivation pour le poste adressée à la Présidente du CCN ;

• Un curriculum vitae daté et signé ;

• Une ou des copies des diplômes(s) ;

• Un casier judiciaire et un certificat de nationalité ;

• Les attestations ou certificat de travail.

Seuls les candidats présélectionnés seront invités à passer le test.

Dépôt de candidature :

Les dossiers de candidature doivent être adressés, sous pli fermés avec

mention « Recrutement Point focal COVID C19RM du CCN », à Madame la

Présidente du CCN, au plus tard le vendredi 23 juillet 2021, à 16 heures et

déposés au secrétariat exécutif permanent du CCN, sise en face du CHU de

Brazzaville, bâtiment compris entre l'UNESCO et la Croix-Rouge Internationale,

au 2ème étage.

FONCTION PUBLIQUE

Le processus d'informatisation du fichier du personnel amorcé

Le directeur de cabinet du ministre en charge de la Fonction publique, Christian Aboké-Ndza, a réceptionné le 13 juillet à Brazzaville le premier lot du matériel informatique destiné à la modernisation de l'administration publique.

Composé d'ordinateurs, d'imprimantes, d'onduleurs et de scanners, ce matériel a été remis par le Projet des réformes intégrées du secteur public (Prisp), fruit du partenariat entre le Congo et la Banque mondiale. Remettant un échantillon d'équipements au directeur de cabinet, le coordonnateur du Prisp, Ferdinand Doukaga Kwanda, a indiqué que le but est de renforcer les capacités techniques et opérationnelles des agents et cadres du ministère de la Fonction publique. « En plus de cette opération qui rentre dans le cadre de la modernisation de l'administration publique, il y a d'autres activités qui sont prévues en vue de recevoir un puissant logiciel appelé le Sighre. Ce logiciel intégrateur permettra, dans un seul fichier, la gestion du personnel de la Fonction publique, leurs salaires et les pensions », a-t-il annoncé, précisant que tout est en train d'être mis en œuvre pour le fonctionnement et l'utilisation du Sighre. Se félicitant de l'appui du



Christian Aboké-Ndza réceptionnant l'échantillon du matériel/Adiac

groupe de la Banque mondiale, le directeur de cabinet du ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale a rappelé que ce premier lot intègre un long processus qui aboutira à la mise en place effective du Système intégré de gestion des ressources humaines de l'Etat (Sighre). Selon Christian Aboké-Ndza, l'informatisation de l'adminis-

tration publique va aboutir à la gestion automatisée des carrières des agents civils de l'Etat et à l'automatisation de la retraite.

« Le gros lot sera livré prochainement. Nous avons eu à visiter les travaux de câblage qui sont réalisés au niveau de l'inspection générale des services administratifs et de la direction générale de la fonction

publique pour qu'il y ait interconnexion de tous les domaines d'activités du ministère. Le but étant de permettre la gestion des carrières des agents civils de l'Etat conformément à la loi. C'est le volet technique et opérationnel de la matérialisation de cette disposition législative », a-t-il déclaré, garantissant les donateurs que ce matériel sera utilisé à bon

escient.

En effet, cette délégation mixte (ministère-Prisp) a pu se rendre compte des conditions dans lesquelles les cadres et agents de ce département travaillent. Ces derniers sont confrontés, entre autres, au problème d'électricité et à la vétusté des toitures. La directrice générale de la fonction publique, Joséphine Boman-douki-Olingou Pourou, pense que l'informatisation de cette administration sera la bienvenue. « Après le recensement, il reste maintenant l'enrôlement biométrique pour mettre en place le Sighre. Donc, ce système va nous apporter beaucoup de choses surtout dans le suivi de la carrière des fonctionnaires parce qu'actuellement on ne peut pas parler de retraite automatique étant donné que nous travaillons encore manuellement. Lorsqu'un agent est admis à faire valoir ses droits à la retraite, il doit attendre sa dernière promotion », s'est-elle réjouie.

Parfait Wilfried Douniama

SANTÉ PUBLIQUE

La maternité de l'hôpital de Gamboma réhabilitée

Après les travaux de remise aux normes réalisés par le Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap), la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Irène Mboukou-Kimbatsa, a mis en service le bloc d'accouchement de l'hôpital de Gamboma, le 14 juillet, en présence du représentant de l'agence onusienne Mohamed Lemine Salem Ould Moujtaba.

En dehors de la réhabilitation et de l'élargissement de la maternité de l'hôpital de base de Gamboma dans le département des Plateaux, le Fnuap a également mis à disposition des équipements médico-techniques : lits d'accouchement et d'hospitalisation, boîtes gynécologiques complètes, lits de travail, équipements de protection individuels, kits de dignité, produits de santé... « Pour améliorer la santé de la mère et de l'enfant qui fait partie des objectifs de développement durable, il nous faut des maternités modernes », a déclaré le directeur départemental des soins et services de santé, Jacques Ludovic Achille Opango qui a salué l'appui apporté par le Fnuap.

Il faut rappeler que suite à la crise sanitaire liée à la covid-19 et aux dégâts causés par des inondations dans la zone septentrionale du pays, il



La ministre des Affaires sociales visitant la maternité réhabilitée

ya quelques mois, les services sociaux de base, notamment les services de santé de la reproduction ont été affectés,

avec un dysfonctionnement dans plusieurs districts. D'où la nécessité d'améliorer le plateau technique sanitaire

pour un accès plus large aux services de santé de la reproduction de l'hôpital de base de Gamboma qui accueille égale-

ment les malades venus de la localité de Bouemba, ainsi que des sous-préfectures d'Ongoni et de Mpouya.

Par ailleurs, le directeur départemental des soins et services de santé précisé que l'hôpital de base avait pris l'engagement de réhabiliter, sur fonds propres, le bloc d'accouchement jugé trop petit par rapport à la demande. En raison des moyens financiers insuffisants, l'initiative s'était arrêtée juste à l'élévation des murs. C'est là où le Fnuap a pris le relais. La main-d'œuvre locale a tiré profit des travaux de réhabilitation.

Le jour même de l'inauguration, la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire et le représentant du Fnuap, Mohamed Lemine Salem Ould Moujtaba, ont remis aux femmes ayant accouché des kits de maternité.

Rominique Makaya



AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT ET PRESELECTION DES ENTREPRISES

L'Ecole Française Saint-Exupéry de Brazzaville, République du Congo, représentée par l'Association des Parents d'Elèves de l'Ecole Saint-Exupéry (APEESE) souhaite améliorer les conditions et la capacité d'accueil pour l'ensemble de ses élèves.

Pour cet objectif l'APEESE se propose :

- De construire de nouveaux bâtiments, R+ 1 et de plain-pied, pour une surface utile de construction neuve de 2115 m²,
- De restructurer, améliorer, réhabiliter des bâtiments et structures existantes,
- De réaménager les VRD, espaces verts et aires de jeux,
- De compléter la clôture du site de l'école et d'en compléter ou d'en aménager les accès existants,
- De fournir le matériel et mobilier prescrits.

La participation à la concurrence est ouverte à toutes les personnes physiques ou morales régulièrement installées en République du Congo et en règle avec l'administration.

Type de soumission : LA SOUMISSION SE FERA EN DEUX PHASES

AA/ SOUMISSION TRAVAUX NEUFS LANCEE LE 28 AOUT 2021

- Concerne :
- Bâtiments neufs
- VRD
- Assainissement
- Clôture et accès

BB/ SOUMISSION REHABILITATION LANCEE LE 20 SEPTEMBRE 2021

- Concerne
- Réhabilitation bâtiments existants (TCE)
- Divers travaux d'aménagement
- Divers travaux de confort

La soumission de chaque participant sera globale et forfaitaire pour l'ensemble des lots et fournitures pour chaque soumission. Le délai de soumission sera de 40 jours pour la soumission TRAVAUX NEUFS ET TRAVAUX DE REHABILITATION.

Origine des fonds : Fonds APEESE

Présélection : Une présélection des Entreprises à soumissionner sera faite par l'APEESE, ou son représentant dûment accrédité, sur les critères suivant :

NB : SEULES LES ENTREPRISES PRESELECTIONNEES SERONT ADMISES A SOUMISSIONNER POUR LES DEUX PHASES

-Remise des pièces administratives :

Lettre d'intention de soumissionner comportant : Nom de l'entreprise, adresse de correspondance, titre du signataire,

n° de téléphone, adresse électronique (mail)

Justifications de l'installation en République du Congo

- Nom et adresse légale en République du Congo
- Immatriculation au registre du Commerce et des Métiers
- Certificat de non faillite à la date de la soumission
- Immatriculation à la CNSS et certificat d'acquittement des cotisations
- Présentation du Quitus de l'administration fiscale, à la date de la présente présélection soit, juin 2021.
- Présentation de ou des assurances contractées par l'Entreprise

-Document justifiant de la Capacité à effectuer les travaux : contrat de travaux effectué en République du Congo, dans les cinq ans dernières années, d'un montant égal ou supérieur à 4.000.000 d'euros (quatre millions) ou l'équivalent en une autre monnaie (documents signés par un ou des maîtres d'ouvrages).

-La liste du matériel qui pourra être mis en place pour ces ouvrages.

-La liste du personnel (non nominatif), ses fonctions et ses compétences, que vous envisagez de mettre en activité sur le chantier.

-L'attestation de la possibilité de mettre en place une caution pour soumission de 20.000.000 XAF (vingt millions) (accord de principe par attestation bancaire ou accord pour caution personnelle justifiée) en faveur de l'APEESE.

-Le coût du dossier d'appel d'offres sera de 300.000 XAF (trois cent mille) pour la phase AA et de 150.000 XAF (cent cinquante mille) pour la phase BB non remboursables après acquisition du dossier d'appel d'offres.

-Ces versements resteront acquis à l'APEESE, même pour une non réponse à l'appel d'offres.

Remise des documents :

L'APEESE invite toutes les Entreprises intéressées par cet appel d'offres, à remettre le 17 juillet 2021 de 9h00 à 12h00 précises, une lettre d'intention de soumission, accompagnée des pièces et documents requis pour la présélection.

La lettre d'intention et les dossiers seront à remettre sous pli fermé, contre récépissé, au secrétariat de l'école Saint-Exupéry de Brazzaville avenue de l'OUA. Les enveloppes porteront juste la mention :

INTENTION DE SOUMISSION ET DE PRE-SELECTION POUR LES TRAVAUX DE L'ECOLE SAINT EXUPERY BRAZZAVILLE. REPUBLIQUE DU CONGO. (Sans cachet ou signes distinctifs)

La présidente de l'APEESE
Mme Peggy AGNONGONDZE

FORMATION DES JEUNES

Le Congo et Campus France évoquent un futur partenariat

En séjour au Congo, la délégation de Campus France travaille avec les autorités congolaises sur une éventuelle possibilité d'un partenariat dans le domaine de la formation et la qualification des jeunes dans les différentes filières.

Conduite par Thierry Tasset, maire de la ville de Verquin en France, cette délégation a évoqué le 13 juillet avec les ministres congolais de la Jeunesse et des Sports, de l'Education civique, de la Formation qualifiante et de l'Emploi et celui de l'Enseignement technique et professionnel la possibilité d'assurer la formation et des qualifications des jeunes dans les différentes filières professionnelles. L'entretien a aussi permis de présenter le label des Campus des métiers de qualification qui existent en France afin de créer une coopération. «... Dans les Campus des métiers de qualification qui existent en France, nous devons avoir un axe international. Il doit y avoir des coopérations dans les pays dans le domaine de la formation. C'était l'occasion puisque les deux ministres ont émis le souhait de développer la formation et la qualification des jeunes dans les différents métiers, différentes professions et différents corps de métiers », a expliqué Syl-



Hugues Ngouélondélé et Ghyslain Thierry Maguessa Ebome avec la délégation du Campus France/DR

vie Tasset, proviseur honoraire conseil en formation.

Les échanges ont convaincu les autorités congolaises de s'engager dans la voie d'un partenariat pour appuyer les possibilités non seulement des formateurs, mais aussi des apprenants de la jeunesse dans les différents métiers. « Nous verrons dans les jours

à venir comment faire pour que ce partenariat soit fondé », a déclaré Ghyslain Thierry Maguessa Ebome, ministre de l'Enseignement Technique et professionnel.

Le Campus des métiers et des qualifications est un réseau d'acteurs qui favorise le développement des formations en lien

avec un secteur d'activité. Il est créé autour d'une filière d'excellence, dynamique, innovante et porteuse d'emploi. Au sein du campus, il existe des formations allant du CAP au doctorat. L'apprenant fort de son projet professionnel est l'acteur de la construction de son parcours de formation. Les voies sont mul-

tiples, notamment la formation initiale sous statut scolaire, la formation par apprentissage et la formation continue. Les possibilités de parcours débouchent vers deux types de métiers: les métiers des études et de la conception d'une part, et les métiers de production d'autre part. Les bases étant désormais posées, il ne reste qu'au Congo de poser d'abord le diagnostic afin de faire connaître ses besoins dans la formation et la qualification des jeunes. Le maire de Verquin a aussi discuté avec Hugues Ngouélondélé sur les préparatifs des Jeux olympiques Paris 2024 en faisant surtout le point sur la construction du Centre des arts martiaux déjà labélisé selon lui JO. « Le Congo devrait s'y intéresser pour imaginer que ses propres athlètes puissent venir y séjourner et qui peuvent peut-être trouver le bon timing pour remporter les médailles olympiques », a commenté Thierry Tasset. Le centre en construction pourrait être inauguré en janvier 2022.

James Golden Eloué

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES
CÉRAMIQUES MUSIQUE

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO ARTS ET EXPRESSIONS

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.

INNOVATION TECHNOLOGIQUE

Un jeune congolais invente une couveuse automatique d'œufs

Gilmar Mboundou, 29 ans, électrotechnicien et entrepreneur, a présenté le 13 juillet à Brazzaville le dispositif qui va contribuer au développement de l'aviculture au Congo, en présence du ministre en charge de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Edith Delphine Emmanuel.



L'inventeur, la ministre et la communauté scientifique à la présentation de la couveuse automatique/DR

La couveuse automatique inventée par l'électrotechnicien, Gilmar Mboundou, peut couvrir les œufs de toutes les espèces d'oiseaux : pintade, dinde, canard, poule... Le dispositif, né de la créativité de ce dernier, reproduit en effet les conditions de développement foetal en maintenant constante la température entre 37,7°C et 38°C ainsi que l'humidité entre 50% et 80%. « Ce qui permet d'accélérer le processus d'incubation en limitant le temps de pause d'une espèce d'oiseau qui produit les œufs », a expliqué l'inventeur.

Par ailleurs, la machine permet de couvrir plus d'œufs afin de produire les poussins en grande quantité. Ainsi, les aviculteurs peuvent booster leur production et épargner le pays des importations excessivement coûteuses, réduire la dépendance alimentaire en la matière.

Le ministre en charge de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Edith Delphine Emmanuel, a salué la prouesse réalisée par Gilmar Mboundou en promettant, au nom du gouvernement, de tout mettre en œuvre pour que le Congo tire profit des inventions de ses filles et fils en évitant la fuite des cerveaux. « Nous allons voir comment vous accompagner et protéger cette œuvre de l'esprit et faire en sorte que les jeunes inventeurs puissent vivre de leurs œuvres », a indiqué la ministre.

En rappel, l'électrotechnicien Gilmar Mboundou, qui vient de mettre en place la couveuse automatique d'œufs, avait remporté le premier prix de Talents du Congo lors de l'édition 2020 du Salon Osiane.

Rominique Makaya



Liputta Swagga collection | Rey Mangouta / © Culture Trip

COP 26

Les deux Congo déterminés à consolider la voix de l'Afrique

La ministre de l'Environnement, du Développement durable et du bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, s'est entretenue avec la coordonnatrice de l'Agence congolaise de la transition écologique et du développement durable (ACTEDD), Marie-Pascale Malanda Diakuta, envoyée du président de la République démocratique du Congo (RDC) Félix Tshisekedi, le 12 juillet.

Cet échange s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la conférence des parties (COP 26) qui se tiendra à Glasgow en Écosse en novembre prochain. C'est donc sur instruction du président de la République, chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, président de la commission climat du bassin du Congo (CCBC), que la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du bassin du Congo, coordonnatrice de la CCBC a échangé avec la coordonnatrice de l'ACTEDD, service spécialisé au sein du cabinet du président de la République de la RDC. Le but étant de consolider la voix de l'Afrique et celle du bassin du Congo sur la problématique de l'économie verte. Car, les deux pays portent ensemble la CCBC et le Fonds bleu pour le bassin du Congo.



Les deux parties échangeant sur les questions du bassin du Congo (crédit photo/Adiac)

« Nous parlons développement durable, nous parlons forêt, nous parlons tourbières. Nous partageons près de 166 km² des tourbières du bassin du Congo qui capturent pas moins de trente-un milliards de tonnes de CO₂, qui est l'équivalent de trois ans des gaz à effet de

« Nous parlons développement durable, nous parlons forêt, nous parlons tourbières. Nous partageons près de 166 km² des tourbières du bassin du Congo qui capturent pas moins de trente-un milliards de tonnes de CO₂, qui est l'équivalent de trois ans des gaz à effet de serre de la planète »

enjeux du bassin du Congo sont gigantesques, c'est quatre millions d'hectares de kilomètres carrés, et nous avons les enjeux d'eau, de forêt, de tourbières, d'énergie et bien d'autres encore. Et nos deux pays, qui ont les capitales les plus proches au monde, ont évidemment apporté cette responsabilité écologique que nous allons apporter; mais apporter dans le gagnant-gagnant. C'est-à-dire que nous allons apporter nos ressources naturelles », a évoqué Marie-pascale Malanda Diakuta.

Elle a ajouté qu'ils vont mettre ses ressources à contribution pour la lutte contre le réchauffement climatique, mais également à penser au développement durable. Parce que, dit-elle, « nous allons tous prendre le chemin de la transition écologique, de la transition énergétique, et bien entendu pour atteindre le développement durable. C'est pour cela que nous avons eu avec la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du bassin du Congo, un long échange sur un agenda de travail que nous allons mettre en place avant la COP 26 afin qu'à cette rencontre la voix du bassin du Congo, la voix de toute l'Afrique soit portée par les deux chefs d'État, le président de la République du Congo, et bien entendu toute l'Afrique derrière. »

Notons que le séjour technique de la coordonnatrice de l'ACTEDD précède la visite de la vice-Première ministre, ministre de l'Environnement et Développement durable de la RDC, Eve Bazaïba, qui est associée à cette démarche.

Bruno Okokana

OEACP/UE

La société civile réclame sa « place » dans l'Accord post-Cotonou

Alors que l'Union européenne et l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique se rapprochent de la ratification d'un nouvel accord de partenariat, des groupes de la société civile de ces régions s'organisent pour s'assurer de leur intégration dans toutes les structures qui émergeront de l'accord.

Achévé en avril par les négociateurs, le nouvel accord succède à l'Accord de Cotonou de 2000 qui visait à éradiquer la pauvreté et à intégrer les États ACP dans l'économie mondiale. Le nouveau traité a une portée beaucoup plus large. Il se fonde sur 6 domaines prioritaires essentiels pour relever les principaux défis dans les domaines suivants : droits de l'homme, démocratie et gouvernance ; paix et sécurité ; développement humain et social ; durabilité environnementale et changement climatique ; croissance économique et développement durables et inclusifs ; migration et mobilité. Avec ce nouveau chapitre, la coopération devrait être plus politique et orientée vers la réalisation de plus grandes ambitions aux niveaux local, régional et international.

Le nouvel accord « prévoit également un rôle actif pour la société civile », a déclaré Sandra Bartelt, membre du cabinet de la commissaire européenne Jutta Urpilainen, lors d'une discussion sur les relations entre les décideurs politiques et la société civile dans le cadre de l'accord post-Cotonou. L'un des nouveaux points clés pour la

société civile était les dialogues de partenariat réguliers nécessaires pour définir les priorités et les actions potentielles. Domenico Rosa, responsable de la commission, a indiqué que les points clés sont « beaucoup plus complets » que ceux de l'Accord de Cotonou, et incluent explicitement la société civile et le secteur privé.

La société civile est également incluse dans la formation et la mise en œuvre des protocoles régionaux - qui, selon Joyce Naar, du Forum de la société civile ACP, « offrent une opportunité pour des interventions plus ciblées de la société civile, mais menacent également de diviser la solidarité mondiale ». Les États membres crient au scandale, alors que la Commission européenne affirme qu'elle seule devrait signer un accord de partenariat de grande envergure. Encore que le nouvel accord doit être approuvé, signé et ratifié par les parties. Mais la Slovaquie, qui vient de prendre la présidence du Conseil de l'UE, a promis de s'efforcer d'achever le processus avant les six mois du terme de son mandat. Ce qui met la pression sur les groupes de la société civile pour qu'ils

« se taillent » leur nouveau rôle. Déjà, en 2016, les organisations de la société civile (OSC) ont été reconnues comme « des acteurs légitimes en matière de coopération », jouant un rôle essentiel dans les relations ACP-UE. Leur participation dans le cadre de l'Accord de partenariat de Cotonou constitue donc un acquis qui doit être maintenu et renforcé.

Le partenariat ACP-UE est l'un des cadres de coopération, les plus anciens et les plus complets entre l'UE et les pays partenaires. Il unit plus de 1,5 milliard de personnes réparties sur quatre continents. Plus précisément, ce partenariat relie l'UE et 79 pays ACP. C'est une collaboration vaste, qui repose sur les valeurs et les ambitions qui rapprochent l'UE et les pays ACP. Mais le monde a considérablement changé depuis l'adoption de l'Accord de Cotonou. Il en va de même pour l'UE et ses partenaires. Cela implique de redéfinir les objectifs tout en fixant de nouvelles ambitions pour répondre aux nouveaux besoins et défis. Entre-temps, le groupe des États ACP est devenu une organisation internationale, l'OEACP, en 2020.

Noël Ndong

serre de la planète», a souligné la ministre Arlette Soudan-Nonault. Précisant par la suite que dans les agendas de la COP 26 il y a au centre la problématique du bassin du Congo, qui est le dernier rempart, le poumon vert de l'humanité. Il faut, a-t-elle insisté, au travers de pipeline de projets qu'ils continuent à abonder, qui sont des projets issus des contributions déterminées nationales (CDN), que la République du Congo travaille étroitement avec la RDC.

Au sortir de cet échange, la coordonnatrice de l'ACTEDD a indiqué qu'avec la ministre Arlette Soudan-Nonault elles ont eu un échange fructueux par rapport au Fonds bleu et la COP 26 qu'ils vont préparer afin de pouvoir présenter ce Fonds bleu qui est l'outil financier de la commission climat du bassin du Congo. « Les

CARNET ROSE



Stella

T'invite à
l'occasion
de son
anniversaire
qui aura lieu
vendredi
16 juillet 2021

NÉCROLOGIE

Jules César Ollebi, agent des Dépêches de Brazzaville, la famille Ossoua, la mutuelle Okielimbie, Médard Gnongo, Dydime et famille annoncent aux parents, amis et connaissances le décès de leur mère, tante et soeur Akaba Henriette, survenu le 7 juillet 2021 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n° 198 de la rue Eko à Talangai (arrêt Foula Nguengué).

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



Roger Loupet, agent des Dépêches de Brazzaville, et enfants, Albertine Tsikabaka, Antoinette Moundélé, les enfants Ganga, la famille Batsala, Rose-Marie, Jean, Faustin Moundélé, les enfants Loango, Panelie Ngombo, Francia Ekama ont l'imense tristesse d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur soeur, mère et fille Nelly Edwige Ganga, survenu le 8 juillet 2021 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°59 bis, rue Ossélé Mougali Brazzaville.

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



Jean Bruno Ndokagna, agent des Dépêches de Brazzaville, la famille Kondou ; Elise, Marie-Odette, Yolande, Bienvenu à Pointe-Noire, Sébastien, le commandant Kayhi, Sandra, président Gaël, l'adjudant-chef Junior, Toubé, Guycha, Reine, Christ et Yakouba ont la profonde douleur d'informer parents, amis et connaissances du décès de leur soeur, mère et tante, Christine Kondou, survenu le 4 juillet à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°91 de la rue Kouyou à Poto-Poto-Brazzaville.

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



La famille Mahoukou annonce aux parents, amis et connaissances le décès de leur fils, frère, neveu et père, Serge Arnel Mahoukou, survenu le 30 juin 2021 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n° 16, de la rue Moubonzi-5 février à Mikalou.

Le programme de l'inhumation se présente comme suit :

Jeudi 15 juillet 2021

9h00 : levée de corps à la morgue municipale du CHU ;
10h00 : recueillement sur place ;

12h00 : départ pour le cimetière Mayitoukou ;
15h00 : retour et fin de cérémonie.



Albert Mbon, juge à la Cour suprême, l'adjudant Alphonse Mboussa de la Garde républicaine, monsieur Charles Soussa et la famille Endzounou ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur frère et neveu Norbert Elenga, juge à la Cour constitutionnelle, survenu le 3 juillet 2021 au centre hospitalier et universitaire de Brazzaville.

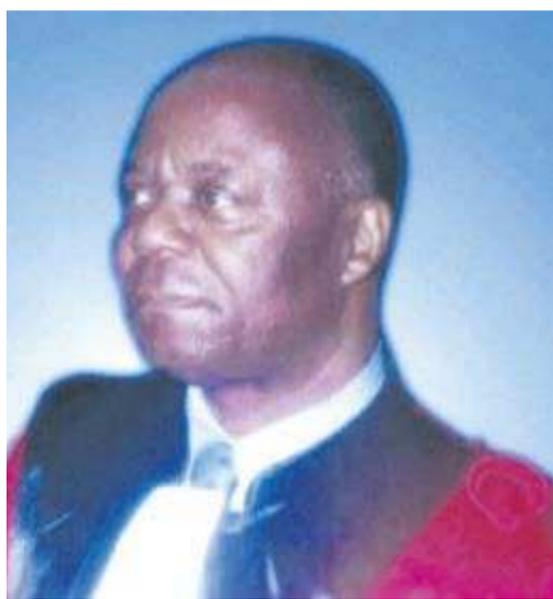
Le deuil est organisé au domicile du défunt, sis 56 rue Saint-Paul, à Talangai. Référence : avenue Jean Dominique-Okemba. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



AVIS DE MESSE

Monsieur Gabriel Kimami et familles annoncent que le jeudi 15 juillet 2021, à 12 heures, une messe d'action de grâce sera célébrée en l'église Sainte-Anne du Congo, à l'issue des 45 jours du décès du professeur Fidèle Yala, qui a quitté ce monde des vivants le 31 mai 2021 à Brazzaville.

Merci de votre participation.



James Golden Eloué, journaliste du quotidien « Les Dépêches de Brazzaville », et la famille Ombou informent les parents, amis et connaissances du décès de leur oncle, frère et père, Ombou Edmond Loire, survenu le 12 juillet au CHU de Brazzaville.

La veillée se tient au n° 12 de l'avenue du changement à Nkombo, (derrière la télé, arrêt forage référence : église Ebenezer)

La date des obsèques sera communiquée ultérieurement



Spai Ngakosso et la famille Ngakosso ont la profonde douleur d'annoncer aux parents amis et connaissances le décès de leur enfant, Jeancy Valère Ngama Ngakosso, survenu le 4 juillet 2021 à Pointe-Noire. la veillée mortuaire se tient au quartier Kouinkou en face de l'église Armée du salut. Les obsèques sont prévues le vendredi 16 juillet 2021 au cimetière privé de vindoulou.

La grande famille de l'Unité territoriale d'intervention du commandement territorial des forces de police de Brazzaville, à la profonde douleur d'informer les amis et connaissances du décès de leur collègue, l'adjudant de police Gassongo Sandet Effimagnoro, survenu le 8 juillet 2021 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au, n°77, rue Mpassa-quartier Ngamakosso (rfce : arrêt école).

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



INTERVIEW

Dora Muanda : « Notre objectif est de promouvoir une culture scientifique au sein de la jeunesse congolaise »

Enseignante en science, biologiste et didacticienne, Dora Muanda est la directrice scientifique de la Semaine de la science et des technologies de la République démocratique du Congo (RDC), dont la huitième édition s'est déroulée au mois d'avril 2021 sur le thème « Arts, culture et héritage : un levier pour construire l'Afrique que nous voulons ».

Le Courrier de Kinshasa : Quel est votre parcours académique et professionnel ?

Dora Muanda : je suis une passionnée de l'enseignement et des sciences. J'ai successivement achevé un bac d'agrégé de l'enseignement des sciences, avant de faire un bac en biologie, suivie d'un master en biologie et écologie des organismes accompagné d'une agrégation de l'enseignement supérieur. J'ai accompli tout mon parcours académique en Belgique, mais j'ai pu acquérir de l'expérience en travaillant non seulement en Belgique, mais aussi en RDC et aux États-Unis. Ce qui me permet de dire aujourd'hui que je suis une enseignante en science, une biologiste, une didacticienne et la directrice scientifique de la Semaine de la science et des technologies de la RDC.

LCK : Quels sont les objectifs de la semaine de la science et des technologies ?

DM : L'objectif est de promouvoir une culture scientifique au sein de la jeunesse congolaise. Un pays ne produit pas d'innovateurs par hasard, il y a un travail de sensibilisation qui doit être fait auprès des jeunes, afin de susciter le goût des sciences et d'encourager les choix d'études et de carrières dans les STIM (science, technologie, ingénierie et mathématique). Nous avons créé une semaine de la science et des technologies où tout le monde peut, à la fois, s'amuser autour des sciences et réaliser l'importance et l'impact de cette dernière dans le développement d'une société.

LCK : En quoi consiste votre travail en tant que directrice scientifique de la Semaine de la science et des technologies en RDC ?



Dora Muanda et Raissa Malu, promotrice de la Semaine de la science et des technologies de Kinshasa

DM : Une fois le thème choisi avec Raissa Malu et l'équipe d'IIP (Investing in people), je crée et je programme les ateliers scientifiques qui seront proposés durant la semaine de la science. Ensuite, je m'occupe de la formation des enseignants locaux qui m'aideront, à leur tour, à former sur place, un groupe mixte de cinquante élèves issues de trois écoles secondaires différentes qui animeront les ateliers scientifiques en présence des visiteurs. Je m'occupe de la gestion du matériel nécessaire aux activités ainsi que de la répartition et de l'emplacement des ateliers au sein du village des sciences. Cette année, je me suis également occupé de la formation d'une équipe d'enseignants et d'inspecteurs à l'intégration des TIC (Technologie de l'information et de la communication) dans l'enseignement des sciences et des mathématiques. Et enfin, j'ai formé un groupe d'élèves de l'école Malaika à l'animation scientifique.

LCK : la 8^e édition de la Semaine de la science et des technologies, tenue du 5 au 17 avril dernier, avait pour thème « Arts, culture et héritage : un levier pour construire l'Afrique que nous vou-

lons ». Comment avez-vous décliné ce thème tout au long de cette édition ?

DM : Le domaine des STIM nous offre à la fois un héritage de connaissances, de pratiques et de formules, issu des découvertes et des travaux du passé, et à la fois des outils pour façonner l'avenir. Pour honorer le thème de cette année, les ateliers scientifiques ont été organisés en cinq catégories d'héritage comportant plusieurs activités : héritage médical, où on a pu parler de l'historique des vaccins et de leurs importances dans le défi sanitaire actuel par exemple ; héritage génétique, où l'on a expliqué comment nos cellules mettent en place une immunité ; héritage technologique autant dans le domaine médical que dans le domaine de l'agriculture, deux piliers du développement durable ; héritage culturel où l'on a reconnu la sagesse contenue dans les croyances ancestrales en matière de préservation de la nature ou encore à travers les différentes manières utilisées par l'Homme pour se repérer dans le temps et l'espace ; héritage quantique où l'on a pu expérimenter et étudier les caractéristiques de la lumière, que ce soit à travers

les étoiles ou les miroirs par exemple.

LCK : Quel bilan pourriez-vous faire de cette 8^e édition ainsi que des éditions précédentes ? Quelles sont les innovations apportées depuis la première édition ? Quels sont les chiffres-clés ?

DM : Nous avons pu constater une évolution dans les mentalités. Lors de la première édition, personne ne comprenait l'importance de ce que nous essayions de faire ni les enjeux qui en étaient liés. Nous n'étions absolument pas certaines que le public répondrait favorablement. Maintenant, nous sommes attendues ! Les enseignants, les étudiants et les professionnels nous contactent pour participer aux prochaines éditions. Le message que nous portons est passé, la jeunesse semble vouloir prendre le relai et c'est une source de satisfaction pour nous.

Au cours de ces huit dernières années, nous avons également grandi sur le plan du nombre d'initiatives réparties dans tout le pays. Nous avons commencé uniquement à Kinshasa, maintenant notre Semaine de la science et des technologies est capable de fédérer non

seulement les autres provinces de la RDC, mais aussi d'autres pays africains. À ce sujet, nous avons déjà organisé trois compétitions scientifiques nationales avec des participants venant des onze provinces congolaises et des pointures internationales ont fait partie des jurées. Environ 52.000 participants sont venus nous rendre visite dans le village des sciences au fil des différentes éditions.

Nous avons produit quarante-cinq capsules vidéos et podcast radio en mathématiques et en sciences, correspondant au programme scolaire congolais pour pallier la fermeture des écoles durant la crise sanitaire liée à la covid-19. Nous avons mis en place une base de données pour recenser les femmes congolaises en sciences afin de leur transmettre toutes les opportunités scolaires et professionnelles dans le domaine des STIM. Cette année, nous avons eu l'honneur d'avoir un mot de la part du président de la République, son excellence M. Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo, et nous avons eu également la participation du panel présidentiel pour l'une de nos conférences.

LCK : Vous avez organisé huit éditions consécutives de la Semaine de la science et des technologies ? Quels sont les défis auxquels vous faites face ?

DM : Bien que nous proposons chaque année un événement de qualité, nous devons chaque fois conquérir nos éventuels sponsors. Mais au-delà de l'aspect financier, je reconnais qu'il est épuisant de devoir convaincre à chaque fois la sphère politique de l'importance de tels événements et de l'urgence des enjeux pour le développement du pays.

Propos recueillis par
Patrick Ndongidi

PROJET « JEUNESSE SOBRE »

WFAD et ses partenaires transforment la vie de cinq cents jeunes

Ces jeunes ont quitté les gangs, abandonné l'usage de la drogue et s'activent maintenant dans la lutte contre la violence urbaine dans la capitale congolaise et la consolidation de la paix dans les communautés et son socialement réinsérés.

Cinq cents jeunes violents-filles et garçons – membres des gangs qui sèment la terreur à Kinshasa, communément appelés « Kuluna », ont été complètement transformés grâce à l'accompagnement psychosocial et le programme d'autonomisation du projet Jeunesse Sobre financé par la Coopération suédoise. Selon les résultats relevés par WFAD RDC, ces jeunes ont arrêté avec la consommation de drogues et sont tous sortis de gangs pour contribuer ainsi à la lutte contre la violence urbaine dans la capitale congolaise et la consolidation de la paix dans les communautés.

Le projet Jeunesse Sobre-Communautés Plus Saines : Transformer les Jeunes Violents à Kinshasa, rappelle WFAD-RDC, a été officiellement lancé au mois de décembre 2020 par la ministre des Affaires sociales de la RDC de l'époque, Rose Boyata, et le chef de la Coopération de l'ambassade de la Suède en RDC, Joachim Beijmo.

Des résultats palpables

En près de dix mois d'activités sur le terrain avec le projet « Jeunesse Sobre-Communautés plus saines : Transformer les Jeunes violents à Kinshasa » financé par la Coopération suédoise par le biais de l'ambassade de Suède, WFAD-RDC et ses partenaires de mise en œuvre dont Inter-actions RDC, Synergie des femmes (Syfes) et Dynamique actions pour le développement et la solidarité (Dasod) s'apprêtent à célébrer la réussite de l'accompa-



La délégation de l'ambassade de la Suède en visite à l'ONG partenaire Dasod

gnement psychosocial et l'autonomisation de ces cinq cents jeunes. Ceux-ci ont été récupérés dans les rangs des gangs violents –kulunas- dans la ville-province de Kinshasa mais dont les vies ont été totalement transformées grâce à ce projet de lutte contre la violence urbaine.

Ces résultats ont été obtenus grâce à des sessions d'accompagnement psychosocial dans le cadre dudit projet. Ces sessions psychothérapeutiques assurées par Inter-actions RDC, pour les jeunes hommes et Synergie des Femmes, pour les jeunes filles, note-t-on, ont permis la récupération de ces jeunes vulnérables qui étaient des consommateurs de substances psychotropes, qui sont aujourd'hui totalement sevrés. A en croire le communiqué du Bureau de la RDC de la Fédération mondiale contre la drogue (WFAD-RDC), la phase d'autonomisation qui démarre va contribuer à leur épanouissement à travers le programme de salubrité dans les com-

munes de Kinshasa et Ngaliema, supervisé par Inter-actions RDC ainsi que le programme de production et de vente d'eau potable supervisé par Dasod. Et de noter que trois forages ont déjà été implantés à cet effet, offrant ainsi de l'eau potable à près de 100 mille habitants dans certaines communes de la capitale congolaise dont Kinshasa, Makala et Selembao. Dans la commune de Makala, particulièrement, les bénéficiaires de ce projet suédois en RDC sont les quartiers Mabulu 1 et Bagata, qui ont vu de l'eau couler pour la première fois depuis 2009.

Le satisfécit des témoins sur terrain

A en croire cette source, au mois de mai 2021, une délégation de l'ambassade de Suède en RDC conduite par le chef de la Coopération et le premier secrétaire de l'ambassade, Berthollet Kaboru, a palpé du doigt les réalisations de ce projet et exprimé toute sa satisfaction



Les jeunes kulunas en formation avec l'ONG partenaire Inter-actions RDC

de constater cette transformation dans les vies de ces jeunes marginalisés qui ont retrouvé goût à la vie grâce audit projet. Aussi la conseillère du chef de l'Etat de la RDC chargée de la Jeunesse, Chantal Mulop, a-t-elle pu également se rendre compte de l'effectivité et de la réussite de ce projet lors de sa visite de terrain effectuée le 4 juin 2021 en compagnie de la direction de WFAD-RDC. « Le projet triennal de la Fédération mondiale contre la drogue - WFAD Jeunesse sobre, communautés Plus Saines-Transformer les jeunes violents à Kinshasa, s'appuie sur les expériences des organisations membres en RDC. Le projet est une mise en œuvre conjointe entre WFAD et ses partenaires de mise en œuvre Inter-actions RDC, Dasod et Syfes. Il vise à aider les jeunes à quitter et à empêcher d'autres de rejoindre les gangs de Kinshasa », a expliqué le directeur pays de WFAD-RDC, Dandy Yela. Et

de noter qu'à terme, le projet compte transformer la vie de mille cinq cents jeunes kulunas à raison de cinq cents chaque année.

Ce projet, indique-t-on, a également contribué sur le terrain à l'assainissement urbain dans les communes de Kinshasa et Ngaliema, apportant ainsi un appui au programme du gouvernement provincial Kin Bopeto, à la sécurité et la tranquillité au sein des communautés dans les communes touchées par ledit projet. Selon les témoignages des habitants dans ces quartiers, il y a également un impact économique réel avec l'autonomisation et les rémunérations des jeunes transformés ainsi que l'adhésion volontaire et massive d'autres kulunas en provenance d'autres communes de la capitale. Ces derniers, note-t-on, viennent solliciter leur intégration dans ledit projet en vue de bénéficier également de cet accompagnement pour des vies transformées.

Lucien Dianzenza

SANTÉ

Poursuite des travaux sur la revue annuelle sectorielle 2019-2020

Lancés depuis le 12 juillet par le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, le Dr Jean-Jacques Mbungani, les travaux sur la revue annuelle sectorielle 2019-2020 se poursuivent à Béatrice Hôtel.

Pour cette deuxième journée, les experts des différents programmes et directions du ministère de la Santé publique, Hygiène et Prévention ont suivi notamment les activités sur la gestion des épidémies et autres urgences sanitaires entre 2019 et 2020, le rapport de la riposte aux pandémies à fièvre hémorragique d'Ebola de 2019 et 2020, le rapport de la riposte à la pandémie due à la Covid-19 en 2020, l'impact de la Covid-19 et d'autres épidémies sur la performance du système de santé en 2020 mais aussi l'état des lieux et perspectives de la vaccination anti-Co-



vid-19 en RDC.

Sous la conduite du Ministre de la Santé Publique, Hygiène et Prévention, Dr Jean-Jacques Mbungani, une centaine d'experts et responsables des différents départements de la Santé y participent en mode présentiel et distanciel. Ces assises de quatre jours permettront ainsi à l'autorité sanitaire d'avoir une idée globale sur les activités à réaliser dans le cadre de la couverture sanitaire universelle prônée par le chef de l'Etat.

Blandine Lusimana

FRANCOPHONIE

4,2 millions d'euros mis à la disposition de la RDC et du Cameroun

Le financement passé à travers l'Institut de la Francophonie vise à développer les technologies au service du développement durable et à lutter contre la pauvreté.

La vice-Première ministre, ministre de l'Environnement et Développement durable (VPM-MEDD), Eve Bazaiba, a échangé le 13 juillet, avec la déléguée générale à la Francophonie, Néfertiti Tshibanda, sur la mise en œuvre du projet de développement des initiatives pour développer des technologies au service du développement durable et de la lutte contre la pauvreté. Sortant de ces échanges, la déléguée générale à la Francophonie a indiqué que ce projet est financé par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) à travers l'Institut de la Francophonie.

« Il doit permettre de créer des incubateurs et soutenir des initiatives dans la sensibilisation, d'accompagner des structures des médias, dans la presse pour



La VPM Eve Bazaiba et Mme Néfertiti Tshibanda

mieux informer la population sur la conservation de la nature », a-t-elle souligné. Néfertiti Tshibanda a, par ailleurs, fait savoir que l'Institut

de la Francophonie pour le développement durable a un financement de 4,2 millions d'euros qui a été mis à la disposition de la République démocratique du Congo (RDC) et du Cameroun pour développer des innovations dans le domaine du développement durable.

Faisant un lien entre la Francophonie et l'environnement, la déléguée générale à la Francophonie a indiqué que l'OIF participe à la facilitation de la coopération entre les Etats dans les domaines et secteurs différents dont l'Environnement, l'Education et la culture. Dans le secteur de l'environnement, a-t-elle souligné, l'organisation a créé un institut de la Francophonie pour le développement durable. Ce dernier, a-t-elle précisé, a pour mission de contribuer à la coopération au service du développement durable. « C'est cette institution qui met à disposition de la RDC le financement pour développer des innovations en faveur du développement durable », a-t-elle indiqué.

Lucien Dianzenza

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe (Ligue Europa)

Ligue des champions, matches retour du premier tour préliminaire

Ludogorets se qualifie pour le tour suivant après son succès chez le Sharkhtyor Soligorsk (1-0). Passeur décisif lors du match aller (1-0), Mavis Tchibota est entré à la 70^e, alors que les Bulgares avaient déjà ouvert le score sur le terrain des Biélorusses.

Matches amicaux

Sans Warren Tchimbembé, qui a manqué la reprise, ni Warren Bondo, qui aurait manifesté ses velléités de départ, Metz a battu Nancy (3-2).

Le DAC Dunajska Streda bat Valas 2-1. Yhoan Andzouana est entré à la pause, alors que les visiteurs menaient 1-0.

Le FC Oufa s'est incliné 0-2 face aux Autrichiens du FC Victoria. Remplaçant, Erving Botaka Yobama est entré en fin de match. Gaïus Makouta n'a pas joué lors du match amical opposant le SC Braga à l'Estreda de Amadora (0-0). L'international congolais n'a pas encore participé aux matches de préparation du club portugais. Annonceur d'un prochain départ ?

Camille Delourme

FOOTBALL-TRANSFERTS

Malango convoité par Al Ain, Rudi Baku à Göztepe

Le mercato d'été 2021 est bien mouvementé pour les RD-Congolais en Europe.

Après une saison exceptionnelle avec Raja de Casablanca jusqu'à remporter la Coupe de la Confédération avec le club marocain, l'attaquant international Ben Malango Ngita se retrouve naturellement sur les tablettes de quelques clubs au Maghreb et en Asie. Meilleur buteur de la C2 africaine avec 6 buts et fer de lance du club casablancais et artisan du sacre de Raja, l'ancien buteur du TP Mazembe est convoité par Al Ain aux Emirats arabes unis.

Le club émirati où à évoluer jadis le Franco-Congolais Jirès Kembo Ekoko est prêt à débours 3 millions d'euros pour s'attacher de Ben Malango. Mais Raja a fixé sa clause de sortie à 4 millions d'euros. Avant Al Ain, Zamaïek d'Egypte avait manifesté aussi son intention d'entraîner le Congolais auteur de 20 buts toutes compétitions confondues avec le club Rajaoui, dont quatorze à la Botola Pro (D1 marocaine).

A la recherche du temps de jeu, le jeune attaquant germano-congolais Rudi Makana Baku, frère jumeau de milieu international allemand Bote Ridle Nzuzi Baku de Wolfsburg, a quit-



té Holstein Kiel (D2 Allemagne) pour Göztepe Spor Kulübü en D1 Turque. Il s'en est engagé pour trois ans pour un montant de transfert non révélé au public. Mais, apprend-on, Holstein avait fixé son bond de sortie à 2 millions d'euros, alors que sa valeur marchande serait de 900 mille euros.

Il n'a pas pu s'imposer à Holstein après deux saisons. Sa meilleure saison, il l'a réalisée l'année passée à Wartan Poznan en D1 Pologne où il a été en prêt, avec un total de 6 buts en 16 matchs joués et 2 passes décisives. Il avait été en prêt auparavant à Sonnenhof Grossaspach (D3 Allemagne). Formé à Mayence (D1 Allemagne, Rudi

Makana Baku est prêté sans option d'achat, et va découvrir le championnat turc.

Le salaire de Mbokani

Récent joueur de Kuwait Sporting Club en D1 Koweït, Dieumerci Mbokani, en séjour à Kinshasa, va toucher 1,8 million d'euros pour les deux saisons qu'il a signées dans son nouveau club, affirment les médias belges. Son salaire mensuel est de 75 mille euros, lui qui touchait jadis à Anderlecht 90 mille euros par mois. La saison passée, l'attaquant congolais de 35 ans a inscrit 14 buts pour 5 passes décisives en 35 apparitions avec Antwerp (D1 Belge).

Martin Engimo

AVIS D'APPEL D'OFFRES N°004/ECG/DG/2021**POUR L'ACQUISITION D'EQUIPEMENTS D'AFFICHAGE DES TAUX ET PUBLICITES - EQUIPEMENTS DE PRESENTATION ET SONORISATION DE LA SALLE DE REUNION**

La Direction Générale de Ecobank Congo lance, pour son nouveau siège, un appel d'offres pour la fourniture et installation d'équipements ci-dessous :

- Equipements d'affichage dynamique des taux et de publicités ;
- Equipements de présentation et de sonorisation pour la salle de réunion.

Le dossier d'appel d'offres ou de candidature est à retirer à son siège social sis au 3^e étage de l'immeuble de l'Arc centre-ville Brazzaville et à Pointe-Noire à l'agence Ecobank Atlantic Palace moyennant paiement de cent mille (100 000) francs CFA en espèces, non remboursable.

Les offres signées et cachetées devront être déposées au plus tard le 16 Juillet 2021 à 16heures 00.

Fait à Brazzaville, le 01/07/2021

La Direction Générale

AVIS D'APPEL D'OFFRES N°005/ECG/DG/2021**POUR L'ACQUISITION D'ORDINATEURS DE BUREAU ET PORTABLES**

La Direction Générale de Ecobank Congo lance, pour son nouveau siège, un appel d'offres pour la fourniture d'ordinateurs de bureau et portables.

Le dossier d'appel d'offres ou de candidature est à retirer à son siège social sis au 3^e étage de l'immeuble de l'Arc centre-ville Brazzaville et à Pointe-Noire à l'agence Ecobank Atlantic Palace moyennant paiement de cent mille (100 000) francs CFA en espèces, non remboursable.

Les offres signées et cachetées devront être déposées au plus tard le 16 Juillet 2021 à 16heures 00.

Fait à Brazzaville, le 01/07/2021

La Direction Générale

AVIS D'APPEL D'OFFRES N°006/ECG/DG/2021**POUR L'ACQUISITION DES SWITCH & ROUTEURS**

La Direction Générale de Ecobank Congo lance, pour son nouveau siège, un appel d'offres pour la fourniture des switch et routeurs.

Le dossier d'appel d'offres ou de candidature est à retirer à son siège social sis au 3^e étage de l'immeuble de l'Arc centre-ville Brazzaville et à Pointe-Noire à l'agence Ecobank Atlantic Palace moyennant paiement de cent mille (100 000) francs CFA en espèces, non remboursable.

Les offres signées et cachetées devront être déposées au plus tard le 20 Juillet 2021 à 16heures 00.

Fait à Brazzaville, le 01/07/2021

La Direction Générale

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE





UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux



Magazines



Chemises à rabat



Cartes de visite



Livres



Calendriers



Flyers, Affiches



PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

B4, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

LIGUE AFRICAINE DES CHAMPIONNES

Les clubs congolais absents de la première édition

La Confédération africaine de football (CAF) a publié le rapport des licences des clubs en vue de la participation à sa Ligue féminine des championnes. Sur les listes des clubs sélectionnés pour participer aux éliminatoires de la première édition, aucun club féminin congolais n'a la licence.

Dans la zone de l'Union des fédérations de football d'Afrique centrale (Uniffac), le pays hôte des éliminatoires reste à confirmer par les équipes déjà connues. Il s'agit de Louves Minproff de Yaoundé, Malabo King FC de la Guinée équatoriale, Missiles FC du Gabon et FCF Amani de la République démocratique du Congo. En pleine relance, les clubs féminins congolais suivront la première Ligue des championnes à distance.

Quatre représentants également dans la zone Afrique de l'Ouest A, notamment AS Mandé du Mali, AS Dakar Sacré cœur du Sénégal, Determine girls Fc du Libéria et Sevens stars FC du Cap vert. Les éliminatoires se disputeront au Cap-Vert du 24 au 30 juillet. Les éliminatoires de la zone ouest-africaine B mettront aux prises Association sportive de la Police de Niamey (Niger), Onze sœur de Gagnoa de la Côte d'Ivoire, Hasacaas Ladies FC du Ghana, Amie du monde FC du Togo, Union sportive des Forces armées du Burkina Faso et Rivers Angels FC du Nigeria.

Les qualifications se joueront du 17 au 30 juillet et les six pays seront ré-

partis dans deux poules. Les qualifications dans la zone Afrique du Nord mettront aux prises au Maroc, du 21 au 30 juillet, Afak Chabab Relizane d'Algérie, ASFAR du Maroc, Association sportive BH Bank de la Tunisie et Wadi Degla FC de l'Égypte. Deux groupes sont prévus dans la zone Cosafa pour disputer du 12 au 22 août les éliminatoires au Botswana. Les clubs retenus sont : Double action ladies (Botswana), Manzini Wanderers LFC d'Eswatini, Tura Magic FC de la Namibie, Mamelodi Sundown's ladies de l'Afrique du Sud, Lesotho defense Force FC de Lesotho, Green Buffaloes FC de la Zambie et Black Rhino Queen FC du Zimbabwe.

Dans la zone Cecafo, neuf équipes sont engagées dans le tournoi qui se disputera du 17 juillet au 1er août au Kenya. Il s'agit de PVP Football club du Burundi, Vihiga queens Fc du Kenya, Simba queens FC de la Tanzanie, FAD club de la Tanzanie, Scandinavia WFC du Rwanda, Lady Doves WFC de l'Ouganda, Commercial Bank of Ethiopia (Ethiopie), Yei Join stars du Sud Soudan et New générations FC de Zanzibar.

James Golden Eloué

ARTS MARTIAUX

Les championnats départementaux du wushu démarrent le 16 juillet

La Ligue départementale de Wushu de Pointe-Noire organise sa première édition des championnats départementaux du 16 au 18 juillet à Foucks dans le deuxième arrondissement MvouMvou. L'information a été donnée lors du conseil inaugural de cette Ligue tenue, le 11 juillet, au Complexe sportif de la ville océane sous le patronage du directeur départementale des Sports et de l'Éducation physique, Joseph Biangou-Ndinga.

Mise en place depuis 2014, sept ans après, la Ligue départementale de wushu organise cette année la première édition de ses championnats. Ce passage à vide, a expliqué le président de la Ligue Freddy Gouabé, est dû au manque de moyens statistiques et en raison du programme d'activités de la fédération.

Cette nouvelle a d'ailleurs réjoui les responsables des clubs et les pratiquants de cet art qui pourront enfin s'affronter entre eux pour déterminer les champions départementaux de wushu qui participeront à leur tour du 5 au 8 août aux championnats nationaux.

Au cours de ces assises, Freddy Gouabé a également

présenté aux conseillers départementaux les membres du bureau exécutif en complément d'effectif. Il s'agit de Rufin Balouboula, 2e vice-président, Badjougou Badiaba, secrétaire général adjoint et Ibrahim Diara, 3e membre du commissariat au compte.

A l'issue des travaux du conseil inaugural qui se sont déroulés dans un climat de sérénité, le président de la Ligue départementale s'est dit très satisfait de l'issue des travaux qui donnent accès à l'organisation des activités dans la ville. « Nous venons ensemble de gagner un pari, tenons-nous la main dans la main pour marquer notre présence dans

tous les quatre coins de la ville », a-t-il lancé.

Clôturant les travaux dudit conseil, le directeur départemental des Sports et de l'Éducation physique a félicité l'ensemble des participants pour le comportement responsable affiché lors des travaux. « C'est un grand progrès que vous avez réalisé dans l'organisation de la session inaugurale et le déroulement de travaux. C'est aussi une évolution dans la gestion administrative de la Ligue de wushu », a souligné le directeur. Et d'ajouter que les conclusions de ces travaux feront le bonheur et la fierté de la discipline dans notre département.

Charlem Léa Itoua



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Goussou
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



VATICAN

Le pape rend hommage au «courage» de l'archevêque émérite du Congo

Le pape François a rendu mardi un hommage appuyé à l'influent archevêque émérite de Kinshasa, décédé dimanche, évoquant son «courage» et sa «contribution significative»

Exprimant sa tristesse dans un message de condoléances, le souverain pontife a décrit le cardinal Laurent Monsengwo Pasinya comme un «exégète», un «homme de science» et un «grand homme spirituel (...) attentif aux besoins des fidèles, rempli de courage et de détermination».

«Homme épris de justice, de paix et d'unité», le cardinal «a été une grande figure écoutée et respectée de la vie ecclésiastique, sociale et politique de la nation et s'est toujours engagé pour le dialogue et la réconciliation de son peuple», ajoute le pape François, pour qui «sa contribution a été significative pour l'avancée du pays». Voix critique des régimes qui se sont succédé en République démocratique du Congo, le cardinal Monsengwo est mort dimanche près de Paris à 81 ans, après avoir longtemps joué un rôle politique de premier plan. Le cardinal Monsengwo avait notamment été un des proches conseillers du pape François jusqu'en décembre 2018.

D'après AFP



Le Pape François et le cardinal Laurent Monsengwo Pasinya en février 2015 (AFP)

FESTIVAL PHOTO L'HOMME ET LA MER

Le photographe congolais Baudouin Mouanda à la 11^e édition

Cette année, 14 photographes investissent les murs et les rues du Guilvinec et de Léchiagat (de l'autre côté du pont) en Bretagne, en France. Autant au sujet de la pêche qu'à celui des loisirs de plages, les séries de photos ne manqueront pas de surprendre, émouvoir et questionner les visiteurs. Le Festival promet un embarquement durant 4 mois dans les univers de ces artistes. Le photographe congolais Baudouin Mouanda fait partie de cette sélection.

Cette année, les photographies franchissent le pont ! Du 1^{er} juin au 30 septembre 2021, l'art investit les rues du Guilvinec et, grande nouveauté, de Léchiagat. Rassemblant 16 expositions, dont 2 de photos anciennes et plus de 350 photos, le Guilvinec est la scène, durant 4 mois, d'un événement totalement gratuit, 24H/24. Pour une promenade photographique autour de l'espace portuaire du Guilvinec-Léchiagat, les rues, les places, les murs des maisons se transforment en musée, faisant vibrer des images à partager sur une thématique universelle : les relations de l'Homme et de la Mer.

Chaque été, à ciel ouvert, c'est un rendez-vous unique le 6 août de 10h à 18h, Esplanade - Centre de Loisirs - Rue Méjou Bihan à Guilvinec pour devenir l'heureux acquéreur d'une ou plusieurs photos exposées lors des éditions passées du Festival. C'est une vente exceptionnelle et il ne faut pas rater cette opportunité.

Baudouin Mouanda est né en 1981 au Congo-Brazzaville. Cet artiste débute la photographie en 1993, grâce à l'appareil photo zénith de son père qu'il ma-



nipule en son absence et qui lui revient finalement, après un pari. Très vite, il « chronique » la vie brazzavilloise pour les journaux de la place et se fait surnommer « Photouin ». Il se détourne du conformisme et de la photo classique, comme la photo de famille ou la photo souvenir, pour s'attacher à l'histoire de son pays et aux séquelles des guerres à répétition qui ont endeuillé le Congo. Élu meilleur photographe par le jury de l'Académie des Beaux-Arts

de Kinshasa, puis récompensé aux 5^{es} Jeux de la Francophonie à Niamey (Niger) en 2003, Baudouin Mouanda acquiert sa reconnaissance en tant que jeune photographe de talent. Il a été récompensé à de nombreuses reprises, obtenant le visa pour la création en 2009 et, en 2013, la médaille d'argent aux 7^{es} Jeux de la Francophonie à Nice, pour ne citer que ces deux principales récompenses.

Parmi ses travaux, le photographe congolais est reconnu pour ses reportages photographiques de la Sape, la société des ambianceurs et des personnes élégantes.

Pour ce Festival, il propose sa série Le Ciel de saison. Cette série est née des intempéries que connaît, ces dernières années, l'Afrique. Elles sont notamment dues au changement climatique. Ces photographies rappellent à tout un chacun la nécessité de préserver et respecter l'environnement, sous peine de représailles à coup de pluies torrentielles toujours plus fortes. Les images sensibilisent à la dure réalité qu'éprouve la population face à la montée des eaux.

Marie Alfred Ngoma

BOXE PROFESSIONNELLE

La ligue en attente d'une nouvelle équipe dirigeante

Après la démission, le 12 juillet, du président de la ligue nationale de boxe professionnelle (Linaboxe pro), Brice Roland Ikoungou, un comité ad hoc a été mis en place pour préparer et organiser les élections.



Les membres du comité ad hoc Adiac

Au terme de l'assemblée générale extraordinaire qui a réuni les pratiquants de la boxe professionnelle, le 12 juillet, au gymnase Henri-Elendé, trois personnes ont été choisies pour diriger la Linaboxe pro jusqu'à l'assemblée générale électorale qui est prévue pour ce 15 juillet. Il s'agit de Trésor Obanda, le champion d'Afrique, Hurçus Samba et Armand Miet.

Les candidats aux différents postes du bureau exécutif de la Linaboxe pro devraient remplir certaines conditions dont la bonne moralité, la présentation d'un curriculum vitae sportif pour tous les candidats puis une somme de cent mille francs CFA et un projet de développement sportif pour les candidats au poste de président. Notons que Brice Roland Ikoungou a justifié sa démission par le fait qu'il est désormais appelé à d'autres fonctions. Il a quand même souhaité que son successeur poursuive les initiatives déjà en cours, notamment la formation des boxeurs et la recherche des financements car, d'après lui, la Linaboxe pro ne reçoit pas l'appui de l'Etat comme les autres structures sportives.

Rude Ngoma